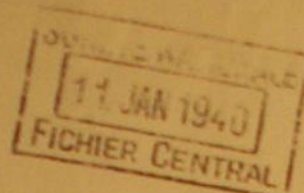


VILLE
DE
CHARTRES
COMMISSARIAT
DE
POLICE

N° 301

Chartres, le 8 janvier

19 40.



Le Commissaire de Police à Chartres,

A Monsieur L'INSPECTEUR GENERAL DES SERVICES DE
POLICE CRIMINELLE (4 ème Section)

à P A R I S .

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le
ressortissant espagnol :

ASCASIO, Joachim; né à Sarragosse le 1^{er} août
1908, fils de Joseph et de Budria, Thérèse, qui fait
l'objet d'un arrêté d'expulsion en date du 11 juillet
1938 de monsieur le Préfet des Basses - Pyrénées,

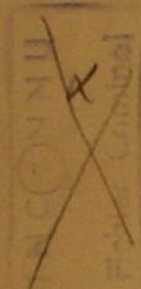
A été arrêté par mon service le 7 janvier courant
et écroué à la maison d'arrêt de Chartres.

Cet étranger figure sous le N° 32 de l'état si -
gnalétique N° 772 d'août 1938 et à la Circulaire N°
283, en date du 6 octobre 1939, de la 1^{ère} Brigade de
Police Mobile.

Le Commissaire de Police.



D.W
4/1. 3/10
M. Wallers



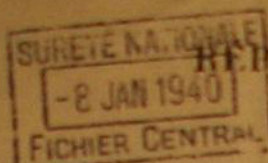
029.344
21/12 IV '100

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

SÛRETÉ NATIONALE



FOIX le 5 Janvier 1940

Commissariat Spécial

de l'Ariège

N° 57

Le Commissaire Spécial

à Monsieur l'Inspecteur Général des

Services de Police Criminelle

g^{le}

(Direction de la Sûreté Nationale)

à PARIS

Référence à votre note L. N° 49544, 4^{me} Section, en date du 27 Décembre écoulé (parvenue le 4 Janvier), transmissive des copies d'un rapport N° I2.I59 et ses deux annexes, du Commissaire Spécial de Police à Hendaye, concernant des réfugiés de nationalité espagnole, dont l'extradition est demandée par leur pays d'origine,

J'ai l'honneur de vous adresser les renseignements suivants :

Le 5 Juillet 1938, les sept réfugiés espagnols ci-après désignés pénétraient sur notre territoire en franchissant la frontière par le port de Bouet.

1°- ORTIZ Antonio né le 14 Avril 1907 à Barcelone de feu Pedro et de Thérèse RAMIREZ, ex-général Commandant de la 24^{me} Division;

2°- ASCASO Joaquin, né le 1^{er} Juin 1903 à Saragosse, de feu Joseph et de Thérèse BUDRIA, ex-gouverneur de l'Aragon (signalé dans la circulaire D/B.E. 1^{ère} section du 15 Juin 1938 comme suspect de commettre des actes de terrorisme);

3°- TERRER Martin, né le 11 Novembre 1904 à Terancuena, de Saturnin et de Ferminia ANDRES, capitaine d'artillerie;

4°- MANEZ Emilio, né le 5 Avril 1902 à Barcelone, de Francisco et de ZARAGIZA Emilia, lieutenant d'Infanterie;

5°- NEGRE Ramon, né le 30 Juin 1913 à Barcelone, de feu Octavio et de Emilia PAS, sergent d'artillerie;

8/ 042.179 CE 1295/114/577
D.N. 6°- GORDO Valeriano, né le 15 Septembre 1908 à Cacerès,
de feu Pierre et de Valentine PULIDO, sergent d'artillerie;

14029.311 7°- SANTAFLORENTINA Jacinto, né le 14 Octobre 1900 à
D.N. 038.169 Tudeliura, de Pedro et de Amelia LOPEZ, soldat.
CE 1295/114/577

En raison de l'importance des documents militaires
dont ils étaient porteurs, (ORTIZ Antonio était récemment
Général Commandant la 24^{me} Division Républicaine et ses
compatriotes sauf ASCASO Joaquin appartenaient à l'Etat-Major
de de cette division) à la demande de l'Autorité militaire,
ils furent conduits au bureau du Commandant de Gendarmerie de
Foix, où le chef de Bataillon DURRIEUX, du 2^{me} Bureau de
l'Etat-Major du 17^{me} Corps à Toulouse vint les interroger.

Le Lieutenant DESPRES, attaché au 2^{me} Bureau de
l'Etat-Major Général de l'Armée, détaché à l'Etat-Major
de la 36^{me} Division d'Infanterie à Bayonne, se rendit
également à Foix, et devant l'intérêt que présentait la
volumineuse documentation militaire transportée par ces réfugiés
tenant compte de ce que leur interrogatoire serait long et
fort important, demanda de diriger ces sept individus
sur Bayonne, pour être mis à la disposition de la 36^{me}
Division d'Infanterie, spécialement outillée pour recueillir
ce genre de renseignements. Un laissez-passer fut donc
établi pour chacun de ces sept réfugiés qui quittèrent Foix,
sous escorte, le 7 Juillet à 7 heures 30 du matin, à destina-
tion de Bayonne. M. le Commissaire Spécial d'Hendaye avait
été préalablement avisé.

Dans la soirée du même jour 7 Juillet, quatre
autres réfugiés franchissaient la frontière par le même port
de Bouet.

C'étaient :

1°- DOMINGUEZ Alfonso, né le 6 Mai 1906 à Ceresa,
province de Huesca, de Ricardo et de Maria NAVASAL, Lieutenant
d'Etat-Major, Commissaire Sanitaire de la 24^{me} Division;

2°- FELIX Albert, né le 11 Février 1901 à Calenda,
province de Teruel, de Antonio et de Maria LABANAS, ordonnance
du Commandant de la 24^{me} Division, non mobilisé, maçon,
habitant à Barcelone.

3°- GISPERT Pedro, né le 29 Juin 1906 à Figueras, de
Thomas et de Dolores TAIXAS, secrétaire d'Etat-Major à la 24^e
Division, patron maçon, à Napolés;

4°- SALVADOR Vicente, né le 14 Janvier 1906 à Chiprana,
province de Barcelone, de feu Vicente et de Thérèse PINA,
chauffeur du Commandant de la 24^{me} Division, domicilié à
Barcelone, rue Consejo de Ciento 342.

Comme les précédents, ces 4 réfugiés, qui étaient
porteurs de documents intéressants, furent conduits à la
Gendarmerie de Foix, où un officier de 2^{me} Bureau de l'Etat-
Major de Bayonne vint le lendemain les interroger.

Le 13 Juillet, à l'exception de NEGRE Ramon, qui

INC 7 NND
Fichier Criminel

d. gonz. Pulido
Valeriano

était retourné sur sa demande en Espagne nationaliste par le Pont international d'Hendaye, les six autres réfugiés furent dirigés de Bayonne sur Foix où ils arrivèrent dans la matinée.

Après avoir été ravitaillés, ces six réfugiés, auxquels s'étaient joints les 4 autres, gardés à vue à la Gendarmerie, furent, conformément aux ordres reçus, refoulés sur l'Espagne républicaine par le port de Bouet, point par lequel ils étaient entrés en France.

Accompagnés par ^{un} détachement de gardes mobiles, de deux gendarmes de la Brigade de Viçdessos sous les ordres d'un Lieutenant, ces 10 individus franchirent la frontière le même jour 13 Juillet à 18 heures. La caravane avait mis 7 heures pour atteindre le port de Bouet; le refoulement s'effectua sans incidents; l'escorte était de retour à Viçdessos à 23 heures.

Le même jour, une note était adressée aux Inspecteurs de Police détachés pour la surveillance de la frontière, les informant du refoulement de ces 10 réfugiés et les invitant, au cas où ceux-ci chercheraient à repasser notre frontière, à prendre immédiatement toutes dispositions, notamment en communiquant les noms de ces individus aux postes avancés de la Garde Mobile, pour que le cas échéant ces réfugiés soient à nouveau refoulés du point où ils seraient rencontrés.

Or, le 20 Juillet, deux de ces individus, SALVADOR Vicente et DOMINGUEZ Alfonso, venant d'Andorre et nantis d'un laissez-passer délivré par les services du Colonel BAULARD, étaient appréhendés par l'Inspecteur de Police Spécial détaché au poste de L'Hospitalet près l'Andorre, et immédiatement refoulés sous escorte jusqu'à Soldeu, territoire andorran.

Depuis lors, la présence d'aucun de ces dix individus n'a été constatée en Ariège.

Par télégramme circulaire du 1^{er} Octobre 1938, l'Inspection Générale des Services de Police Criminelle prescrivait de rechercher GORDO Valeriano, astreint à résidence à Guéret, qui avait disparu depuis le 29 Septembre.

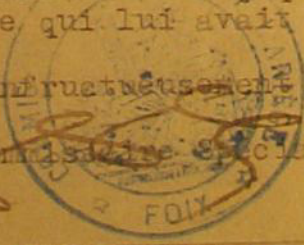

Par rapport du 3 Octobre N° 3.193, j'informais ce service que lors de son entrée en France le 5 Juillet 1938, par le port de Bouet, GORDO Valeriano avait manifesté l'intention de se rendre avec ses camarades NEGRE Ramon et TERRER Martin, chez M. JOaquin NEGRE, Directeur d'une compagnie de réassurances 5 rue Bourdaloue à Paris.

En outre, un deuxième télégramme circulaire prescrivait de rechercher activement VICENTE Salvador, qui avait quitté le 29 Septembre la résidence qui lui avait été assignée à Uzerche (Corrèze).

L'un et l'autre furent infructueusement recherchés en Ariège.

Le Commissaire Spécial

Transmis à P.P.
11-10-38
m & n°
35 388.



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

SURETÉ NATIONALE

PARQUET de Bayonne .

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Bayonne le 15 décembre 1939 193

Le Procureur de la République à Bayonne
à Monsieur le Commissaire Divisionnaire

H E N D A Y E

Je reçois de M. le Garde des Sceaux, la dépêche suivante :

Je vous communique sous ce pli, la copie d'une dépêche de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, concernant une demande formulée par l'Ambassade d'Espagne à Paris en vue de l'extradition de dix individus accusés de vols qualifiés .

D'après les indications fournies par cette Ambassade les inculpés évadés d'Espagne, en emportant les Trésors d'Aragon, auraient été arrêtés par la gendarmerie de Sourdis et interrogés à Foix et à Bayonne .

Je vous prie de bien vouloir faire rechercher ces individus et en cas de capture, les faire mettre en état d'arrestation provisoire .

Vous voudrez bien me faire connaître le résultat de votre enquête; si elle est négative, j'en rendrai compte à M. le Garde des Sceaux .

Le Procureur de la République .

Signé : Illisible .

Copie de la dépêche de M. le PRÉSIDENT du CONSEIL

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, une dépêche en date du 20 novembre dernier, par laquelle l'Ambassadeur d'Espagne à Paris me demande, au nom du Gouvernement Espagnol, l'extradition des individus dont les noms suivent :

Joaquín ASCASO BUDRIA -
Antonio ORTIZ RAMIREZ -
Valeriano GOMEZ PULIDO -
Martín FERRER ou TERRER -
Emilio MANEZ -

accusés de vols qualifiés

Félix ALBERT -
Jacinto FLORENTINA -
Pedro GISPERT 4:375918
Alfonso DOMINGUEZ -
Salvador Vicente -

A ce document sont jointes, différentes

MINISTÈRE
L'INTÉRIEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
SÛRETÉ NATIONALE

Hendaye le 13/ juillet 1938/93

Le Commissaire Divisionnaire

COMMISSARIAT SPECIAL

d'HENDAYE

à Monsieur le Directeur Général de la Sûreté
Nationale - 3e Bureau -

P A R I S

N° 2.714

Suite à mes communications téléphoniques concernant sept réfugiés espagnols ayant franchi la frontière franco-espagnole par le port de Bouet (Ariège), et dont la destination à leur donner a fait l'objet d'un examen approfondi de la part de vos services, attendu qu'il s'agissait d'individus réputés anarchistes dangereux, j'ai l'honneur de vous fournir ci-après, les renseignements que je possède sur cette affaire. Ces réfugiés, les nommés :

029.311 ASCASO, Joaquin, né le 1er juin 1903 à Saragosse .
029.311-031.100 ORTIZ, Antonio, né le 14 avril 1907 à Barcelone.
029.311-032.169 SANTAFLORNTINA, Jacinto, né le 14 octobre 1900 à Tudelier
029.311-037.188 FERRER, Martin, né le 11 novembre 1904 à Tarrenouena.
029.311-042.279 GORDO Valeriano, né le 15 septembre 1908 à Cacérés.
029.311-038.166 MANEZ Emilio, né le 5 avril 1902 à Barcelone.
029.311-038.166 NEGRE, Ramon, né le 30 juin 1913 à Barcelone .

029.311-038.166
C. E. 1295/10/579
sont entrés en France par le port de Bouet, le 5 juillet courant. Ils constituaient, à l'exception d'ASCASO Joaquin, l'Eta Major de la 24e Division Républicaine, et arrivèrent en tenue militaire. Ils possédaient ensemble une somme de 15.000 francs environ, et étaient porteurs de plusieurs valises, la plupart de très belle qualité et remplies de vêtements .

Interrogés, ils ne firent aucune difficulté pour reconnaître être membres de la Fédération anarchiste Iberique. Ils déclarèrent ~~être membres~~ qu'étant, avec leur division sur le front d'Aragon, ils furent avisés par le Gouvernement de Barcelone, avec lequel ils se trouvaient politiquement en désaccord, d'avoir à rejoindre immédiatement cette ville . Ils se tirent malgré les promesses qu'on leur faisait de les affecter à des emplois civils intéressants, qu'on les attirait dans un guet apens, et se décidèrent à quitter leur pays. Ils avaient appris, en effet, que le gouvernement avait l'intention de le remplacer par des officiers à tendance communiste .

Ces réfugiés avaient, dans leur division, les grades suivants :

ORTIZ, dont la profession civile était celle de menuisier, en était le général .

FERRER et GORDO avaient le grade de capitaine .

MANEZ, charpentier dans le civil, et NEGRE, étaient lieutenants .

Enfin SANTAFLORNTINA était l'ordonnance du Général ORTIZ .

En ce qui concerne ASCASO Joaquin, militant anarchiste il avait à un moment donné, assumé les fonctions de Gouverneur de la Province d'Aragon .

L'Officier du 2e Bureau de Bayonne, prévenu de l'entrée en France de ces individus, susceptibles de fournir des renseignements d'ordre militaire, demanda qu'ils soient amenés

à sa résidence. Ils furent ainsi, transférés dans mon secteur le lendemain de leur arrivée .

Parmi leurs bagages, une valise scellée, qui se trouvait entre les mains du nommé ORTIZ, et qui renfermait, a-t-on dit des documents d'ordre militaire, fut emportée de la gendarmerie où elle était déposée, par un officier du S-R.

L'enquête à laquelle mon service procéda sur ces individus établit qu'il s'agissait de militants anarchistes très dangereux et dont le séjour en France ne pouvait que compromettre l'ordre public. A cette époque ; où, au début de l'insurrection en Espagne, les libertaires faisaient régner une véritable terreur, ils s'étaient signalés par leurs exactions et leurs crimes, en particulier le nommé ASCASO qui, ainsi qu'il a été indiqué, avait gouverné la Province d'Aragon. Cet individu figurait d'ailleurs, sur une liste en date du 15 juin écoulé, de l'Inspection Générale des Services de Police Criminelle à Paris, diffusée à tous les commissariats, en vue des mesures de sécurité à prendre en prévision du voyage prochain des souverains anglais, le signalant comme anarchiste susceptible de commettre un attentat .

Ces réfugiés, prévenus que leur séjour en France ne pouvait être toléré, un Arrêté d'expulsion ayant dû être pris contre eux par M. le Préfet des Basses-Pyrénées, le 11 courant, manifestèrent le désir de se rendre au Mexique . Les fonds en leur pouvoir paraissant insuffisants pour effectuer ce voyage, l'un d'eux, ORTIZ déclara être en mesure d'obtenir immédiatement des sommes d'argent importantes - 30.000 francs, si nécessaire - , en télégraphiant à deux de ses amis dont il donna les noms, à savoir :

Jean SALVAT, demeurant à Bourg (Madame (P.O)

Mme VAUTHIER, demeurant à Andresy (S. & O), 4 rue du Maréchal Gallieni .

Toute diligence fut faite en vue d'examiner les possibilités d'un embarquement immédiat de ces individus à destination du Mexique, mais à Bordeaux, le dernier paquebot était parti depuis deux jours, les départs n'ayant lieu qu'une fois par mois; à St Nazaire le prochain départ n'était prévu que dans trois mois, enfin au Havre il n'existait aucune ligne régulière pour cette destination .

Invités à choisir un autre pays, les intéressés indiquèrent la Belgique, mais d'une part les difficultés que présentait leur entrée dans ce pays, et, de l'autre, la crainte que nous éprouvions de la facilité avec laquelle ils pourraient revenir en France du fait de la grande perméabilité de la frontière Belge, obligèrent à leur opposer un refus .

Toutes ces solutions furent examinées, mais sans qu'aucune d'elles paraissent répondre à la nécessité d'éloigner ces indésirables de notre territoire .

Les services compétents de notre Direction Générale furent mis au courant de cette situation, d'autant plus embarrassante que les intéressés se refusaient formellement à rentrer en Espagne, dans une zone ou dans l'autre, affirmant que la mort les attendait.

Sur les Instructions données par le 6e Bureau, selon lesquelles les étrangers en question, au cas où ils persisteraient dans le refus de rentrer dans leur pays par le poste frontière de leur choix, devraient être dirigés, sous bonne escorte, sur le département de l'Ariège, pour être ensuite refoulés en Espagne, par le point frontière qu'ils avaient emprunté lors de leur venue. Les intéressés ayant maintenu leur refus, furent transportés à Foix, sous la conduite de cinq gardes mobiles, et d'un Inspecteur de mon service. Au préalable, M. le Préfet du département et mon collègue avaient été avisés de la décision prise, ainsi que de l'heure d'arrivée du convoi .

Il y a lieu de noter que celui-ci, en définitive, ne comprit

.....

que six réfugiés des réfugiés sur sept, l'un d'eux, le nommé NEGRE Ramon, ayant fait connaître sa préférence pour l'Espagne nationaliste; malgré les risques qu'il devait courir en y pénétrant. Celui-ci a été immédiatement, conduit à Hendaye, où il a franchi le Pont International .

Le voyage des six premiers jusqu'à Foix n'a donné lieu à aucun incident. Le restant de la mission prescrite fut, à partir de cette ville, rempli par mon collègue de Foix, qui avait pris toutes dispositions .

Je dois signaler, qu'en ce qui concerne le nommé ASCASO, Joaquin, qui est , sans conteste, le plus redoutable de ces individus, qu'il déjà fait un séjour en France en 1930 et 1931 à Choisy le Roi, pendant une année environ. En 1931, comme il retournait en Espagne, il aurait été interpellé en à Toulouse, puis refoulé sur notre territoire, n'étant en possession d'aucun papier d'identité.

Il a , en France, comme maîtresse, une demoiselle MARION Yvonne, demeurant 60 Grande Rue à Arpaïon (S. & O) sur laquelle je ne suis en mesure de fournir aucun renseignement .

J'ajoute que les Arrêtés d'expulsion pris contre tous ces individus leur ont été notifiés. Ci-joint les notices les concernant

Quant aux empreintes digitales, elles ont été relevées séparément par M^r THOMASI, Commissaire de Police Mobile à Bordeaux en mission dans notre région, qui les fera directement parvenir au service dont il dépend.

Le Commissaire Divisionnaire .

Copie à : Sûreté nationale - Paris . (6e Bureau)
Sûreté nationale - CABINET-
Préfecture PAU.
Sous-Préfet Bayonne .

11 JUIN 1939

Le Ministre de l'Intérieur
à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
(Cabinet)

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens d'inviter M. le Préfet de Police à diriger sur votre département les ressortissants espagnols ASCASO Joaquín et ORTIZ Antonio, qui résident actuellement à Paris.

Vous voudrez bien faire conduire immédiatement ces étrangers au camp de Barcarès.

Si leur conduite venait, par la suite, à donner lieu à quelques remarques défavorables, il vous appartiendrait d'assurer leur transfert au Centre Spécial de Collioures.

Le Directeur Général
de la Sécurité Nationale
Signé : A. BUSSIÈRE

11 JUIN 1939

Le Ministre de l'Intérieur
à Monsieur le Préfet de Police
(Service des Affaires de Sûreté Générale)

Je suis informé que les ressortissants espagnols ASCASO Joaquin et ORTIZ Antonio, tous deux expulsés de notre territoire, résident actuellement à Paris, chez Meille CHAMEAU, 6 rue Villaret de Joyeuse.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a lieu de faire conduire immédiatement des étrangers, considérés comme anarchistes dangereux, sur le département des Pyrénées Orientales pour y être admis au camp de Barcarès.

Vous voudrez bien vous mettre d'accord avec votre Collègue sur la date à laquelle devra s'effectuer le transfert des intéressés.

Le Directeur Général
de la Sûreté Nationale
Signé : A. BUSSIÈRE

14 JUIN 1939

Monsieur le Député,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur MM. ASCASO Joaquin et ORTIZ Antonio, anciens Combattants d'Espagne, expulsés, demeurant à Paris, qui sollicitent une autorisation de séjour sur notre territoire.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, malgré un examen particulièrement bienveillant de la situation de ces étrangers, il n'a pas été possible de réserver à leur requête une suite favorable.

En conséquence, et conformément à la réglementation générale en vigueur, les intéressés seront dirigés, puisqu'ils ne peuvent quitter la France, sur l'un des centres d'accueil où sont admis à résider les réfugiés espagnols.

Veillez agréer, Monsieur le Député, l'assurance de ma haute considération.

Le MINISTRE de l'INTERIEUR

Le Secrétaire Général
Signé: J. BERTHOIN

Monsieur Gaston BERGERY,
Député de Seine-et-Oise.

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE

CVS 1A

SURETÉ NATIONALE

Paris. le

193

DIRECTION DE LA POLICE

DU TERRAIN ET DES ÉTRANGERS

7° BUREAU (P.G.)

NOTE

sur les nommés : ASCASO Joaquim
ORTIZ-RAMIREZ Antonio

de nationalité espagnole.

—:—:—:—:—:—:—:—:—:—

ASCASO Joaquim - Cet étranger est entré en France par Port de Bouet, dans la nuit du 5 au 6 Juillet 1938, avec un groupe de ses compatriotes, déserteurs de la 24ème Division Gouvernementale Espagnole, et s'est rendu à Bayonne.

Ancien gouverneur de la Province d'Aragon, et membre de la C.N.T., il s'était signalé en Espagne par ses exactions et crimes.

Il était du reste connu, comme anarchiste dangereux, et son nom avait été diffusé par les Services de l'Inspection de Police Criminelle à l'occasion du voyage des Souverains Britanniques.

(Rapport du 13 Juillet 1938 du Commissaire Divisionnaire d'Hendaye).

Expulsé par arrêté du 11 Juillet 1938 du Préfet des Basses-Pyrénées, ASCASO s'est trouvé dans l'impossibilité de déférer, et il lui a été fixé comme résidence forcée, la ville de Mende.

Le 6 Septembre, le Préfet de la Lozère, nous a informé que l'intéressé avait quitté clandestinement son département pour une

destination inconnue.

Le 26 Septembre, les Affaires Etrangères nous ont fait savoir que le gouvernement espagnol avait réclamé l'extradition d'ASCASO.

Celui-ci, qui s'était rendu à Marseille, où il avait retrouvé ORTIZ, était en détention préventive.

En Avril 1939, le Procureur Général d'Aix-en-Provence, a signalé que la Chambre des Mises en Accusation avait ordonné sa mise en liberté provisoire.

Par lettre du 5 Mai , M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, consulté, a informé notre Département que la demande d'extradition actuellement en suspens et renvoyée sine die, ne constituait pas un empêchement à ce que l'arrêté d'expulsion soit mis sans délai à exécution.

ORTIZ-RAMIREZ Antonio - Ex-Général de la 24ème Division Gouvernementale, est entré en France dans les mêmes conditions qu'ASCASO. Expulsé, puis astreint à résider à Privas, il s'est rendu à Marseille, où il a été arrêté.

A fait également l'objet d'une demande d'extradition.

o

o

o

Ces deux étrangers, mis en liberté provisoire par la Cour d'AIX, se sont rendus à Paris, où ils demeurent chez Melle CHAMEAU, 6, Square Villaret-Joyeuse.

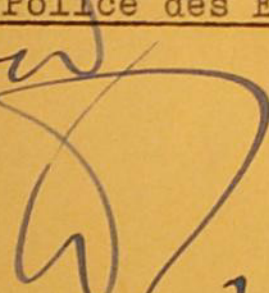
Ils demandent qu'une résidence forcée leur soit assignée soit en Seine-et-Marne, soit à Orléans.

M. BERGERY est intervenu deux fois en leur faveur.

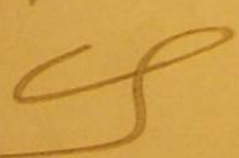
AVIS PROPOSÉ :

Il semble qu'il y ait lieu, pour sanctionner l'acte d'indiscipline qu'ont commis les intéressés en quittant sans autorisation Mende et Privas où ils avaient ^{été} invités à résider, de les faire conduire immédiatement au Centre Spécial de COLLIOURE (Pyrénées-Orientales).

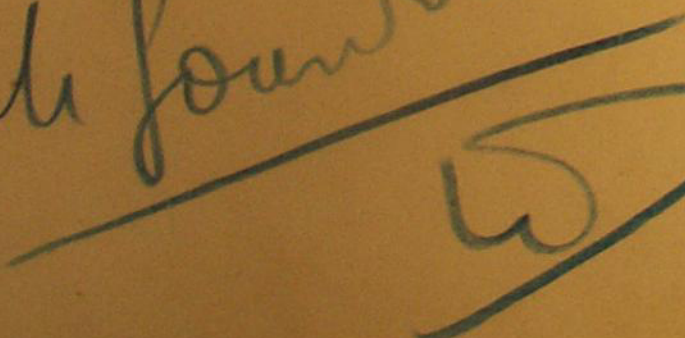
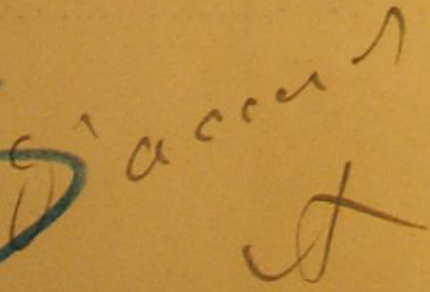
Avis de M. le Directeur-Adjoint de la Police des Etrangers:

1 accord


Avis de M. le Directeur de la Police du Territoire et des Etrangers :

même avis


DECISION de M. le DIRECTEUR GENERAL DE LA SURETE NATIONALE:

de foudrou

accord


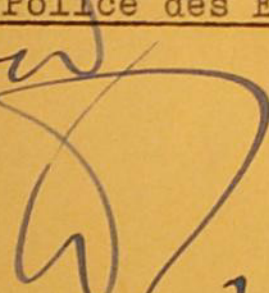
Ils demandent qu'une résidence forcée leur soit assignée soit en Seine-et-Marne, soit à Orléans.

M. BERGERY est intervenu deux fois en leur faveur.

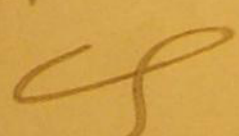
AVIS PROPOSÉ :

Il semble qu'il y ait lieu, pour sanctionner l'acte d'indiscipline qu'ont commis les intéressés en quittant sans autorisation Mende et Privas où ils avaient^{été} invités à résider, de les faire conduire immédiatement au Centre Spécial de COLLIOURE (Pyrénées-Orientales).

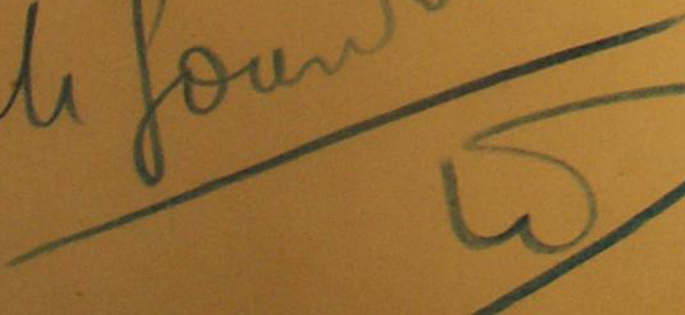
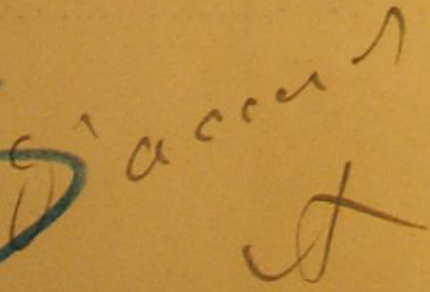
Avis de M. le Directeur-Adjoint de la Police des Etrangers:

1 accord


Avis de M. le Directeur de la Police du Territoire et des Etrangers :

même avis


DECISION de M. le DIRECTEUR GENERAL DE LA SURETE NATIONALE:

de foudrou

accord


029.34

MINISTÈRE de l'INTERIEUR
-:-:-:-:-
Direction Générale de la
SÛRETÉ NATIONALE

INSPECTION GÉNÉRALE
des Services de
Police Criminelle

Paris, le 19 Septembre 1938

C I R C U L A I R E N° 283
-:-:-:-

L./
4^e Section

Il y a lieu de rechercher très activement les deux ressortissants espagnols dont les noms suivent, considérés comme anarchistes dangereux :

1^o) A S C A S O Joaquin, né le 1.6.1904, à Sarra-
gosse (Esp.), fils de José et de Boudria Thérèse, expulsé
de France, par Arrêté de M. le Préfet des Basses-Pyrénées,
en date du 11.7.1938, notifié

2^o) O R T I Z Antonio, né le 14.4.1907, à Barcelo-
ne (Esp.) fils de Pedro et de Ramirez Thérèse, expulsé de
France par arrêté de M. le Préfet des Pyrénées Orienta-
les, en date du 30.7.1938, notifié

En cas de découverte de ces étrangers, les dé-
férer au Parquet compétent, le cas échéant, et signa-
ler leur présence à la Direction de la Police du Territ-
toire et des Etrangers - 7^{ème} Bureau - ainsi qu'à l'Ins-
pection Générale des Services de Police Criminelle
(4^e Section).

L' INSPECTEUR GÉNÉRAL,

P. MONTAUDL.

DESTINATAIRES :

MM. les Commissaires Divisionnaires, Chefs des Brigades
Régionales de Police Mobile, avec prière de diffuser.
M. le Préfet de Police (Direction de la Police Judiciaire),
à Paris.
M. le Commissaire Divisionnaire, Directeur de la Police
d'Etat, à Versailles.
M. le Chef d'Escadron, Commandant la Compagnie de Gendarme-
rie de la Seine.

*arrêté à Choubes
le 7.1.40
nom inf. a.
expulsi*

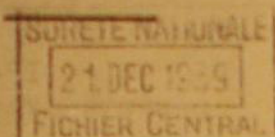
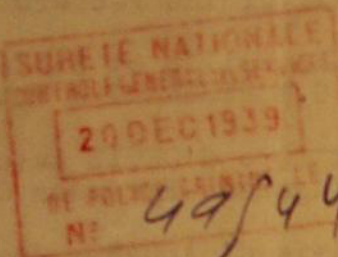
MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

SURETÉ NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Hendaye le 18 décembre 1939 193

COMMISSARIAT SPECIAL

Le Commissaire Divisionnaire

d'HENDAYE

à Monsieur le PROCUREUR de la REPUBLIQUE

N° 12.159

BAYONNE

D-I- I.846 . D.N. 27/9-IV^{con}
Classé à Ortiz-Ramirez, Antonio
C.E. 1295/114/579

D.N. 27/9-IV^{con}
G. Galt. Ortiz-Ramirez, Antonio. 27/9-IV^{con}
C.E. 1295/114/579

En réponse à votre communication, en date du 15 décembre 1939, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le rapport N° 2.714, du 13 juillet 1938, établi par mon service et relatif aux nommés :

Joaquim ASCASO 029.341 - 5^{me} 029.341
Antonio ORTIZ 034.110 - 5^{me} 029.341
Valeriano GORDO (non GOMEZ) 042.279 - 5^{me} 029.341
Martin FERRER 037.188 - 5^{me} 029.341
Emilio MANEZ. 037.166 - 5^{me} 029.341
Jacinto SAUTA FLORENTINA 038.169 - 5^{me} 029.341

dont l'extradition est demandée par le Gouvernement espagnol .

De ce rapport, il résulte que ces individus entrèrent le 5 juillet 1938 en France par le Port de Bouer (Ariège), dirigés ensuite sur le 2e Bureau à Bayonne, furent refoulés le 12 juillet sur Foix (accompagnés par 5 gardes mobiles et un inspecteur, où la police spéciale les prit en charge .

Il y a intérêt à saisir M. le Commissaire Spécial de Foix qui pourra indiquer ce que sont devenus ces étrangers expulsés de France .

En ce qui concerne les 4 autres espagnols qui figurent sur la liste communiquée, ceux-ci ne sont jamais venus à Bayonne .

Retenus à Foix après leur passage à la frontière à leur entrée en France, ils ont été gardés à vue par la police spéciale de Foix, pendant que les 7 autres étaient dirigés sur Bayonne .

Il s'agit de :

DOMINGUEZ Alfonso .
FELIX Albert.
SALVADOR Vicente.
GISPERT, Pedro .

D.N. Terru
C.E. 1295/114/579

D.N.
Gomez-Pulido-Valeriano.
C.E. 1295/114/579

D.N.
C.E. 1295/114/579

Pour faciliter les recherches, j'indique que :

1° - MANEZ Eulio et SANTA Florentina Jacinto sont parents avec M. G. MONTERRAT à Vetheuil (Seine-et-Oise)

2° - La mère d'ORTIZ Antonio, habitait en 1938, la commune de Saillagouse - Pyrénées Orientales -

3° - L'amie d' ASCASO, Joaquim, Mlle Yvonne MARION, habitait en 1938, 60 Grande Rue à Arpaïon .

4° - Les photographies anthropométriques d'ASCASO Joaquim peut être fournie par le service de la Sûreté de Toulouse, ou le dit ASCASO a été identifié après avoir été trouvé en situation irrégulière d'étranger, 17 rue des 3 Piliers rendez-vous des Anarchistes .

5° - Les fiches dactylographiques des 7 premiers cités ont été transmises par les services de la brigade mobile de Bordeaux, à M. l'Inspecteur Général des Services de Police Criminelle en juillet 1938 .

Le Commissaire Divisionnaire .

Y. Gaud

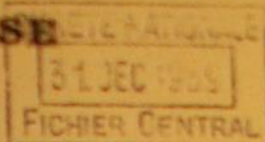
COPIE à : M. l'Inspecteur Général des Services de Police Criminelle
Sûreté Nationale Paris (le rapport N° 2.714 a été adressé à
l'Inspection le 13 juillet 1938 .

MINISTRE CENTRAL
21 DEC. 1939

B1./H.D.

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

SURETÉ NATIONALE

DIRECTION DE LA POLICE

DU TERRITOIRE ET DES ÉTRANGERS

Paris, le 30 DEC 1939

NOTE

50572

pour Monsieur MONDANEL

Inspecteur Général des Services de Police
Criminelle

-:-

M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

m'a avisé, par télégramme en date du 11 Décembre, que l'Ambassade d'Espagne demandait de nouveau l'arrestation provisoire, en vue de leur extradition, des nommés Joaquin ASCASO, Antonio BUDRIA, ORTIZ-RAMIREZ, Valeriano GOMEZ, PULIDO MARTIN, Emilio FERRER ou TERRER, Félix MANEZ, Albert JACINTO, Pedro FLORENTINA, Alphonso GISPERT, Salvador Vicente DOMINGUEZ.

L'Ambassade indique que ces individus, arrêtés par la Gendarmerie de Sournis (peut-être est-ce Sournia, Pyrénées-Orientales ?), ont été interrogés à Foix et à Bayonne. Il est signalé, d'autre part, qu'ASCASO Joaquin, et ORTIZ-RAMIREZ se seraient rendus à Paris, 6 Square Villaret de Joyeuse.

D'après les renseignements fournis par M. le Préfet de Police, le 5 Août dernier, ASCASO et ORTIZ avaient été vainement recherchés à cette dernière adresse.

.. /

Je vous serais obligé de vouloir bien faire rechercher les étrangers visés dans la dépêche de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Au cas où les recherches tendant à leur arrestation demeureraient infructueuses, il y aurait lieu d'insérer au Bulletin de Police Criminelle la demande dont les intéressés font l'objet.

Je vous serais obligé de vouloir bien me tenir informé du résultat des investigations qui seront entreprises.

Le Chef du 7^e Bureau

Am. Th. ...



30. DEC. 1939

COMMISSARIAT CENTRAL

Service de la Sûreté

N°

Le Commissaire de Police Chef de la Sûreté
à Monsieur LE COMMISSAIRE CENTRAL

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le 10 Septembre courant, j'ai reçu une lettre de M. le Consul d'Espagne à Marseille, m'informant de la présence en notre ville de deux ressortissants espagnols, les nommés ASCASO François et ORTIZ, dont l'extradition va être instamment réclamée par l'ambassade de la république espagnole à Paris et dont il nous demandait de procéder à l'arrestation préventive.

J'ai fait appréhender les susnommés à l'Hôtel St Georges, rue Thubanneau et, en vérifiant leur situation, j'ai constaté :

1°- Que le nommé ORTIZ RAMIRES Antonio, né à Barcelone le 14 Avril 1907, de f. Pedro et de Térésa RAMIRES, célibataire, un enfant, charpentier, avait quitté la ville de Privas, résidence qui lui avait été assignée par M. le Ministre de l'Intérieur et se trouvait ainsi en infraction à l'article 2 du décret du 5 Mai 1938. De plus, il était porteur d'une autorisation de séjour délivrée par le Commissariat Spécial de Perpignan le 29 Juillet 1937, au nom de RAMIREZ VELA Antoine, pièce qu'il a obtenue en présentant une fausse carte d'identité espagnole.

2°- Que le nommé ASCASO Joaquin, né à Saragosse le 1er Juin 1904, de f. José et de Térésa Boudria, marié à Mayayo Annita, un enfant, ferrailleur, avait quitté la ville de Mende qui lui était assignée comme résidence par M. le Ministre de l'Intérieur et se trouvait en infraction à l'article 2 du décret du 2 Mai 1938.

Il figure sur la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 15 Juin 1938, comme anarchiste.

En conséquence, j'ai déféré aujourd'hui au Parquet de Marseille les susnommés, pour infraction au décret du 2 Mai 1938 et usage de faux en ce qui concerne ORTIZ RAMIRES.

LE COMMISSAIRE CHEF DE LA SURETE :



[Signature]

Marseille, le 21 Avril 1939

Le Commissaire Divisionnaire GAUBERT
Chef des Services de la police spéciale

à Monsieur l'INSPECTEUR des Services de Renseignements
Généraux - Direction Générale de la Sûreté Nationale

PARIS.

Par rapport N° 3900 du 14 Avril 1939, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître que les anarchistes espagnols ASCASO, Joaquin et ORTIZ, Antonio, arrêtés en 1938, ont été mis en liberté provisoire, le 3 Avril 1939, par arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et ont déclaré se retirer chez Melle CHAMEAU, 6 square Villaret-de-Joyeuse, à Paris .

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une photographie récente du nommé ASCASO, Joaquin, ORTIZ Antonio, n'a pas été photographié .

Le Commissaire Divisionnaire GAUBERT.

.....

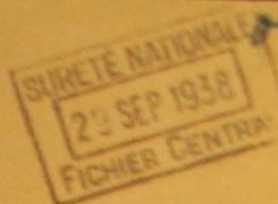
Ampliation à :

- M. L'Inspecteur Général des Services de Police Criminelle,
- M. le Directeur de la Police du Territoire et des Etrangers
- M. le Secrétaire Général pour la Police .

31/JM

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

3159
1 OCT 1938
3^e SECTION
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
SURETÉ NATIONALE

DIRECTION DE LA POLICE
DU TERRITOIRE ET DES ÉTRANGERS

7^e BUREAU (P.J.)

Paris, le 28 SEPT 1938

NOTE

III
Pour Monsieur l'Inspecteur Général
des Services de Police Criminelle.

D-N 18-9-7-8⁰⁰
M. le Ministre des Affaires Etrangères m'a avisé que le
gouvernement espagnol demandait l'extradition des nommés
Joaquim ASCASO BUDRIA et Antonio ORTIZ RAMIREZ, qui seraient
en état de détention préventive à Marseille.

029.288871
029.311
J'ajoute que mes services ignorent si le nommé Joaquim
ASCASO BUDRIA s'identifie avec le nommé ASCASO Joaquim, né
le 1er Juin 1903, expulsé le 11 Juillet dernier par M. le
Préfet des Basses-Pyrénées qui a fait l'objet de ma note du 6
courant.

Le Directeur-Adjoint

D-N
27/9/7-8⁰⁰